Pour la gratuité des transports en commun, en région parisienne et ailleurs !

Article de notre camarade Victor Müller publié initialement sur le site du NPA :

https://npa2009.org/actualite/ecologie/pour-la-gratuite-des-transports-en-commun-en-region-parisienne-et-ailleurs

Il leur a fallu six mois : le groupe de huit « experts » engagé par la présidente de la région Île-de-France Valérie Pécresse (LR) pour étudier la gratuité des transports en commun a rendu son rapport début octobre. Six mois, donc, pour enfoncer une porte ouverte : les transports en commun gratuits, dans un réseau déjà saturé et sans plan d'investissement, n'inciteront pas beaucoup d'automobilistes à délaisser leur voiture1.

Nécessaire désenclavement

Le trafic routier est pourtant responsable d'une très grande partie de la pollution de l'air en région parisienne : 56% des oxydes d'azote, 32% des gaz à effets de serre… La réduction du trafic routier constitue donc un enjeu écologique majeur. En même temps, pouvoir se déplacer dans sa ville et dans sa région est un droit fondamental que la société néolibérale est loin de réaliser – malgré ses perpétuels éloges de la mobilité ! Il faudrait pour cela, non seulement que le réseau soit gratuit, mais qu'il soit présent sur l'ensemble du territoire, alors qu'aujourd'hui de nombreuses zones, notamment dans les quartiers populaires, sont enclavées et difficiles d'accès autrement qu'en voiture.

Le rapport commandité par Pécresse ne partage manifestement pas ces préoccupations sociales et écologiques. Dans une logique visant surtout à réduire les dépenses publiques, il préconise un renforcement de la lutte contre la « *fraude* » ainsi que des « *évolutions tarifaires* » pour, à long terme, « *adapter la tarification aux différents usages* » individuels : notamment, faire payer plus cher celles et ceux qui habitent loin des centres, et faire payer en supplément les trajets qui ne sont pas du type domicile-travail ou domicile-études. Encore et toujours, il s'agit de faire financer les transports en commun par les usagerEs plutôt que par les employeurs et les collectivités. Aucune piste concrète n'est proposée pour remédier à la saturation que le rapport constate, ni pour mettre fin à l'enclavement qu'il ignore.

Un plan d'investissement massif

Ce que nous proposons est radicalement différent : sans interdire la circulation en voiture, nous défendons l'idée d'un réseau de transports en commun non seulement gratuit, mais plus efficace et plus agréable que la voiture. Cela passe par un plan d'investissement massif dans les infrastructures, décidé par les salariéEs et les usagerEs du réseau. En Île-de-France, des propositions existent : par exemple, la construction d'une troisième voie ferrée entre Châtelet et Gare du Nord, véritable goulot d'étranglement qui cause des dysfonctionnements quotidiens, est techniquement faisable2 ; de même, la mise en place d'un réseau de surface dense (bus et tramways) dans les banlieues Nord permettrait de désenclaver les quartiers populaires.

Liée à un tel plan d'investissement, il est évident que la gratuité ferait baisser en flèche la pollution liée au trafic routier, tout en rendant les déplacements des habitantEs plus efficaces et agréables. Pour le financer, il n'est pas nécessaire de ponctionner les revenus des travailleurEs : à quoi doit servir la valeur produite par notre travail, si ce n'est à nous permettre de vivre mieux ? C'est donc à la valeur captée par le Capital qu'il faut s'en prendre pour financer l'aménagement de nos villes et de nos régions.

Rompre avec la logique du profit

Si les dirigeants refusent d'envisager la gratuité des transports, ce n'est pas pour des raisons techniques de faisabilité, mais pour des raisons politiques. Pour la mettre en œuvre, il faudrait rompre avec la logique capitaliste de la production pour le profit. Il faudrait que notre travail serve les besoins de notre classe ! Nous serions aussi amenés à remettre en question tout l'aménagement du territoire, par exemple en réfléchissant aux rapports entre lieu de vie et lieu de travail : plutôt que de passer trois heures par jour dans les transports pour se faire exploiter par un patron, nous avons intérêt à vivre là où nous travaillons et à travailler là où nous vivons – mais alors, tant qu'à faire, on risquerait d'avoir l'idée que sur nos lieux de vie et de travail, ce n'est pas aux patrons de décider, mais à nous !

La gratuité des transports en commun est un enjeu social, politique et écologique fondamental. Il ne faut pas attendre que les capitalistes la mettent en place pour nous : ils ne le font que dans des petites villes ou dans des territoires où le réseau est très faible. C'est à nous de l'imposer. Le secrétaire général de l'association des usagers de transports d'Île-de-France ne l'a pas compris, puisqu'il a co-signé le rapport avec des politiciens bourgeois (Gilles Carrez et Gilles Savary) et avec des patrons capitalistes chargés de la privatisation des services publics (Jacques Rapoport, Alain Quinet, Grégoire Marlot).

Victor Müller

- 1.Rapport en ligne.
- 2.Voir en ligne.

Victor Müller, le 17 octobre 2018